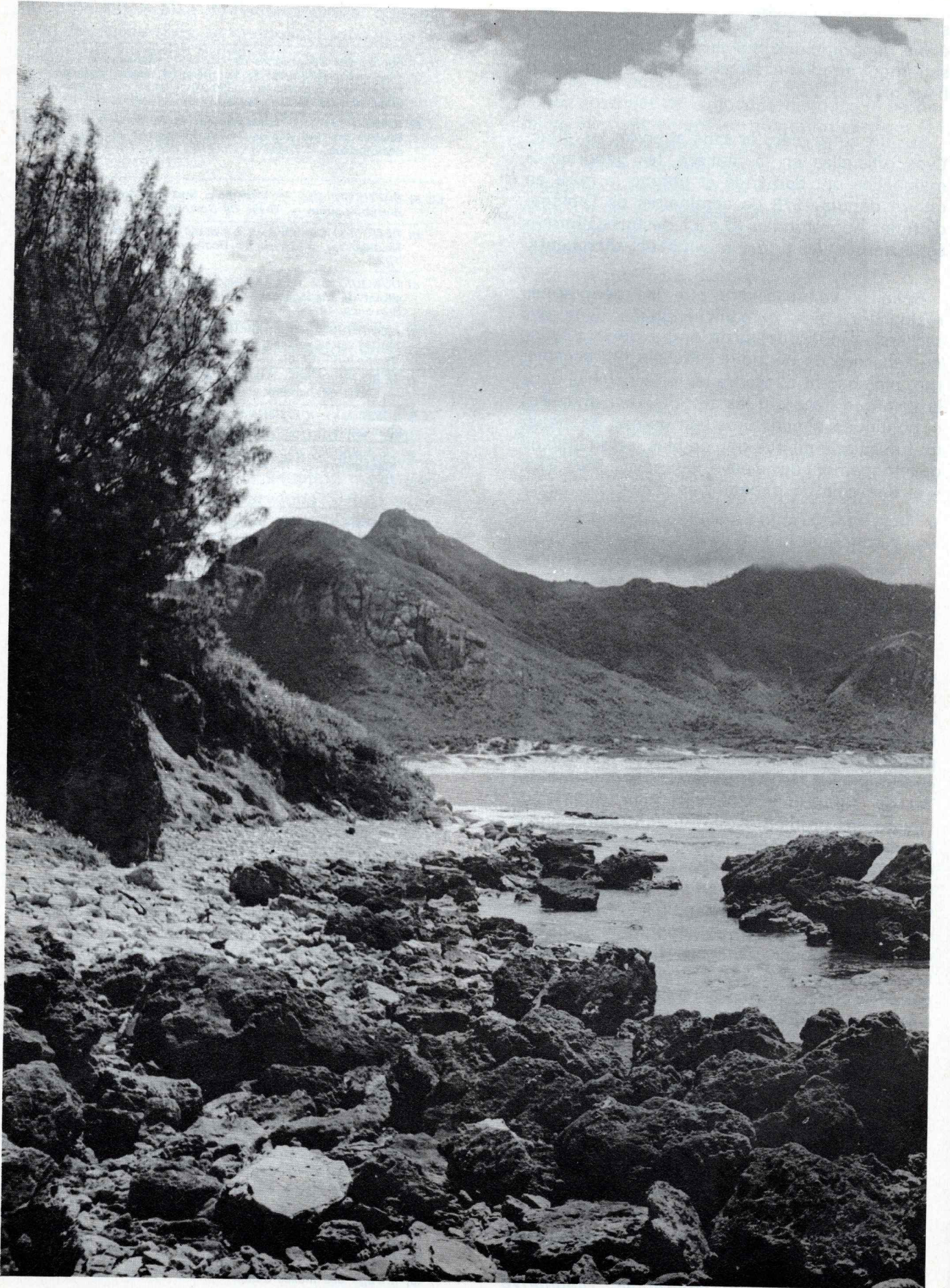




la géographie enseignée dans une université du tiers-monde Madagascar

La géographie demeure, à Madagascar, un enseignement fondamental au sein de l'Université. Sa place reste à la faculté des lettres et des sciences humaines, malgré plusieurs tentatives de la situer ailleurs, un temps vers l'établissement des sciences et, plus récemment, du côté des disciplines économiques et sociales. Entièrement conçu selon les normes françaises pendant l'ancien régime, l'enseignement de la géographie a été progressivement modifié depuis 1972, et, notamment, en 1980, où des responsables nationaux ont tenu à lui redonner une place de choix parmi les disciplines universitaires.

les structures universitaires

Avant 1973, l'Université de Madagascar, concentrée à Tananarive, fonctionnait comme n'importe laquelle des universités françaises. Les programmes n'y étaient pas franchement différents et les enseignants, y compris quelques nationaux, étaient rattachés au Secrétariat de l'enseignement supérieur français. Les étudiants, dont beaucoup n'étaient pas

malgaches, restaient peu nombreux. Le département de géographie, qui s'appelait alors le Laboratoire de géographie, était dirigé par R. Battistini, et comptait moins d'une dizaine d'enseignants. Son fonctionnement ne présentait, par rapport à la plupart des instituts de géographie de l'ex-métropole, aucune différence notable. Les enseignements s'arrêtaient à la maîtrise, mais les soutenances de mémoire n'étaient pas légion.

L'ensemble de cette situation évolua rapidement après les événements de 1972, qui se traduisirent, entre autres, par la volonté d'une malgachisation des cadres et des études universitaires. D'une part, l'Université de Madagascar devenait indépendante vis-à-vis de l'extérieur, tandis que la démocratisation de l'enseignement du second degré allait vite aboutir à un certain engorgement des premières années universitaires. D'autre part, des enseignants nationaux (1) étaient de plus en plus

recrutés, ce qui a diminué d'autant le nombre des assistants techniques français, quoique ce déficit fut partiellement compensé par un recrutement relativement important au Centre Universitaire Régional de Tulear, résultat d'une politique de décentralisation vraiment confirmée depuis 1975. A ce propos, il convient d'insister tout particulièrement sur l'existence du département de géographie de Tulear qui a connu une expansion remarquable ces cinq dernières années ; on peut même admettre que cette extension provinciale a permis à la géographie, discipline universitaire indépendante, de mieux résister aux assauts d'autres sciences sociales qui visaient son intégration au sein d'une filière qui aurait pu s'appeler « socio-économie », par exemple.

En 1980, le laboratoire de géographie de Tananarive, dirigé par G. Rabearimanana, compte une quinzaine d'enseignants dont trois assistants techniques français, tandis que le département de géographie de Tulear, dirigé par J.-L. Rabemanatsoa, dispose de huit

(1) A partir de la licence ou de la maîtrise, on recrutait des « collaborateurs techniques » (recrutement achevé aujourd'hui) tandis qu'un *Dea* permet de devenir assistant.

enseignants environ, dont quatre assistants techniques. A ces permanents, il faut ajouter les missions d'enseignants extérieurs. Tout d'abord, des professeurs des deux instituts enseignent à la fois ici et là ; autrefois, il y a deux ou trois ans encore, la moitié des enseignements de Tulear était effectuée par des enseignants de la capitale. Enfin, on doit prendre en considération les missions de professeurs exerçant en France, dont R. Battistini, J. Cabot, H. Isnard, P. Péliissier, d'autres encore.

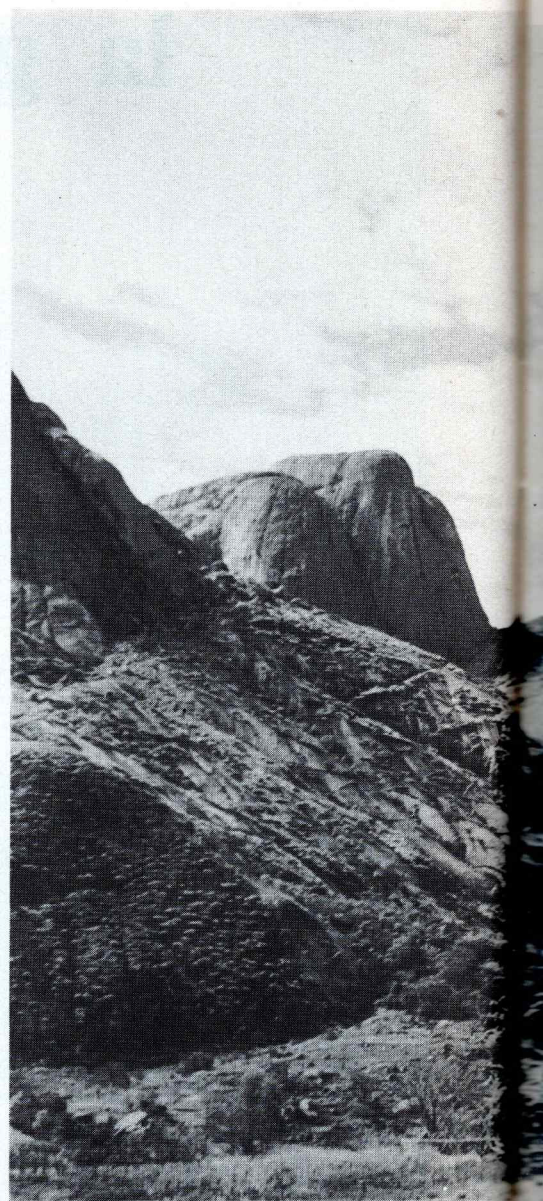
Les étudiants sont, depuis deux à trois ans, très nombreux, soit, sans tenir compte des historiens, 300 à 500 à Tananarive et plus de 150 à Tulear. L'un des principaux problèmes de la filière géographique, problème qui se pose aussi ailleurs, reste justement ce trop grand nombre d'étudiants dont le niveau demeure discutable. Jusqu'en 1979, le baccalauréat malgache n'a pas su filtrer les meilleurs éléments, ce qui aboutit à une première année pléthorique dans la mesure où le taux de réussite ne dépasse pas 30 % et accroît donc considérablement le nombre des redoublants. La finalité même de l'enseignement de la géographie se trouve remise en cause, beaucoup d'étudiants choisissant cette filière parce qu'elle leur apparaît moins spécialisée qu'une autre, et par conséquent plus facile. Ce handicap, qui s'est également présenté en France après 1965, a tendance à fausser un peu la véritable vocation de la géographie dans un pays du Tiers-Monde comme Madagascar.

Quant aux moyens d'enseignement, le grand nombre d'étudiants aboutit également à des insuffisances. Les cartothèques et les bibliothèques, pour lesquelles des efforts considérables ont été accomplis, notamment sur fonds Fac, sont bien sûrs inadaptées ; les salles de cours et de travaux dirigés manquent et les excursions, piliers de toute étude universitaire géographique, ne peuvent plus se faire qu'au compte-gouttes. A ce propos, rappelons que la désorganisation du calendrier universitaire — il existe ainsi un décalage de 2 à 3 mois entre le déroulement de la première année et les autres — joue un rôle non négligeable.

les programmes de géographie

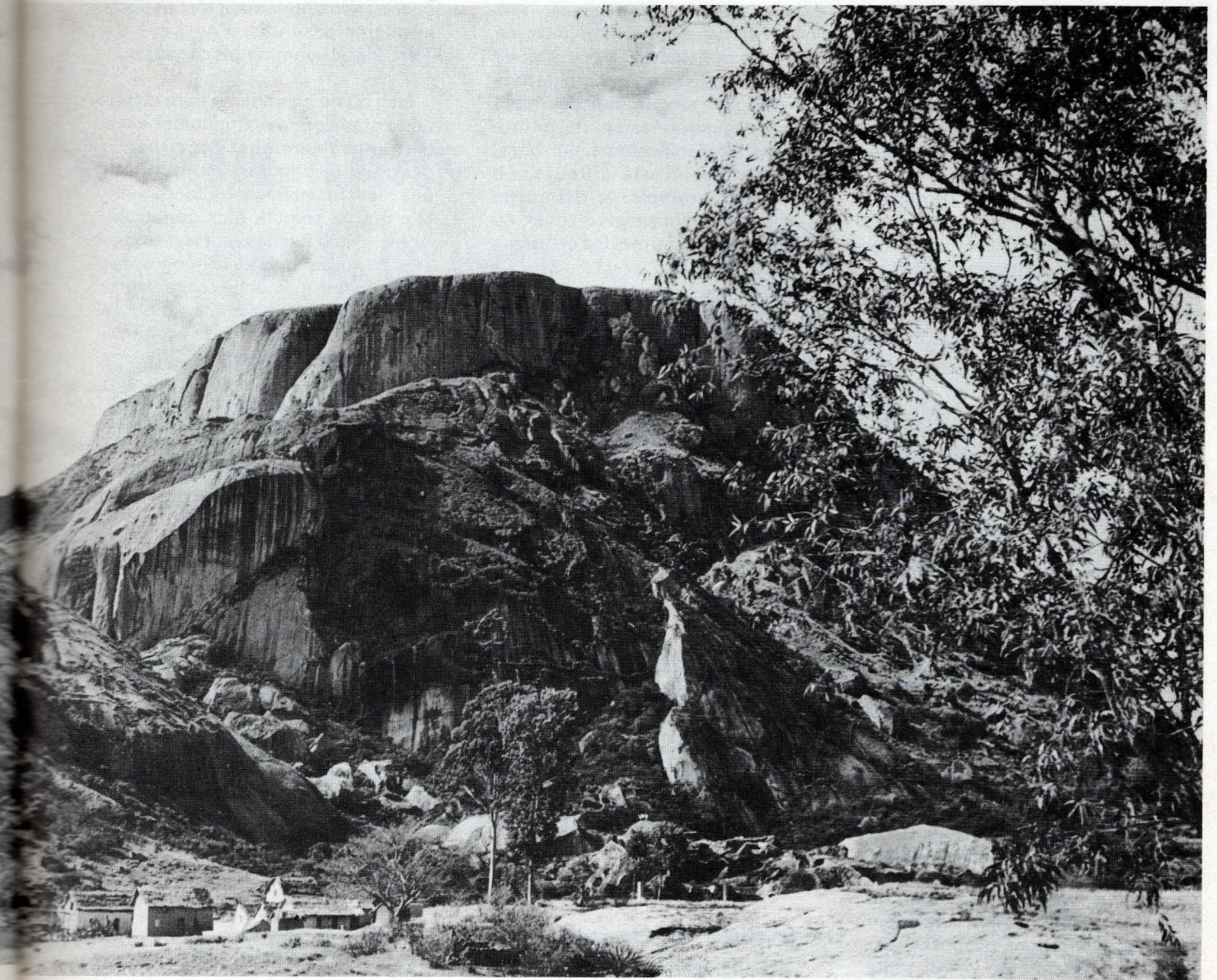
On peut évoquer trois périodes, sans d'ailleurs admettre qu'elles soient très nettement différenciées ; il y a simplement eu une évolution vers des programmes de plus en plus axés sur les problèmes humains aux dépens de la géographie physique et, d'autre part, la prise en compte progressive des réalités nationales et régionales de Madagascar. Cette mutation est due en grande partie, outre le vœu politique des autorités de modeler les enseignements universitaires sur les nécessités de la révolution socialiste du pays, à l'apport d'une nouvelle vague d'enseignants nationaux ou non, moins férus de questions géographiques d'ordre physique, et davantage concernés par une géographie économique et régionale.

Avant 1972, la laboratoire de géographie de Tananarive offrait donc des enseignements surtout tournés vers la géographie physique, mais il est vrai que les recherches des années soixante à Madagascar, au demeurant très brillantes, concernaient surtout la géomorphologie et la climatologie. De 1973 à 1979, les programmes dits transitoires ont évolué sans toutefois remettre franchement en cause la vocation première du laboratoire de géographie ; ainsi, la géographie régionale de Madagascar consistait souvent, pour l'essentiel, à définir les bases régionales de géomorphologie, de pédologie, de climatologie ou de biogéographie. Cependant, certaines unités de valeur modifiaient déjà l'orientation des programmes : entre autres, on y traite la géographie du sous-développement. D'autre part, et c'était fréquent dans le département de géographie de Tulear, de nouvelles unités de valeur sont créées sans tenir compte des bases du programme préalablement défini. Toutefois, il a fallu attendre 1980 pour que les deux départements établissent, chacun de son côté, mais après plusieurs concertations, des programmes bien plus originaux (*). On fera pourtant remarquer que, d'une part, ces initiatives émanaient des enseignants eux-mêmes et que l'on aurait pu rester sur le statu quo en absence de directives très précises. D'autre part,



les géographes nationaux, qui sont désormais majoritaires et entendent assumer toutes leurs responsabilités, ont tenu à conserver à la géographie toute son authenticité, cela malgré les coups de boutoir répétés d'autres disciplines qui auraient bien voulu l'intégrer et donc la faire disparaître en tant que telle. Tout d'abord, on a maintenu l'étude des bases physiques et humaines ; les exercices de cartes, topographiques et géologiques, nationales ou étrangères, conservent leur place. La géographie économique, pas seulement liée à Madagascar et au Tiers-Monde, confirme l'intérêt qu'elle suscitait déjà ces dernières années. La géographie régionale de Madagascar, qui

(*) Cf. annexe p. 34.



occupe désormais le tiers des programmes de deuxième et troisième années, se taille la part du lion ; en fait, la multiplicité des recherches régionales pendant cette dernière décennie a rendu possible et souhaitable son extension. Enfin, la géographie régionale africaine demeure toujours aussi importante. Pour résumer ce chapitre, nous pourrions dire que la géographie malgache s'intéresse à la fois de plus en plus au monde contemporain et aux questions nationales, sans jamais négliger les fondements ; elle ne cède pas à une mode, mais cherche à jouer un rôle original par rapport aux autres disciplines universitaires. Nous rappellerons que l'histoire lui est toujours étroitement associée, comme par le passé.

la géographie universitaire et l'extérieur

Comme nous l'avons fait remarquer ci-dessus, vers 1975-1977, la géographie universitaire est mal perçue de l'extérieur. Dans la mesure où on lui reconnaît de moins en moins le droit de suppléer les sciences dites de la nature, la géographie cherche donc sa véritable identité au sein des sciences humaines ; on lui reproche alors d'être bâtarde par rapport à la sociologie ou l'économie. En effet, nous sommes amenés à nous poser les questions suivantes : des géomorphologues, des climatologues, des biogéographes, etc., sont-ils à même de faire de la géographie une science humaine ? Ou, en d'autres

termes, la préoccupation essentielle des géographes à Madagascar n'a-t-elle pas été de s'intéresser presque exclusivement au milieu naturel ? N'a-t-on pas ignoré volontairement les rapports des hommes entre eux ? N'a-t-on pas conçu la région uniquement comme un support naturel, et non comme l'espace où se rencontrent des flux économiques et sociaux ? Tandis que l'histoire conservait toutes ses lettres de noblesse, la géographie était donc dans le creux de la vague. Si, aujourd'hui, le problème ne se pose plus dans les mêmes termes, c'est parce que la géographie universitaire malgache a été redéfinie, nous l'avons vu ; mais le danger d'une nouvelle remise en question est-il pour autant définitivement écarté ?

Par contre, le fossé qui existe depuis 1973 entre les géographies de l'Université et des lycées n'a pas été vraiment comblé. Il est vrai qu'après les événements de 1972, la malgachisation de l'enseignement a concerné plus largement les établissements secondaires (2). Des essais d'introduction de la socio-économie, qui intégrait à la fois l'histoire, la géographie, la sociologie et l'économie, se sont multipliés aux dépens de la géographie classique. A l'exception des programmes de sixième et de seconde, la géographie dans son ensemble apparaît plutôt comme l'ultime étape des processus historiques ! L'étude même des pays du Tiers-Monde et des grandes puissances étudie beaucoup de réalités géographiques pour retenir surtout les systèmes socio-économiques. A l'extrême limite, on peut se demander si le professeur a besoin d'une formation géographique pour prodiguer un tel enseignement ! D'autre part, dans le choix même des Etats étudiés, les programmes universitaires et secondaires divergent assez profondément. Cependant, les orientations prises dans les lycées ne doivent pas nécessairement être remises en cause : ainsi, à l'Université, les pays socialistes sont souvent ignorés ou n'occupent qu'une toute petite place dans les programmes... Toutefois, afin de justifier le choix des universitaires, ajoutons que les géographes manquent la plupart du temps de documentation approfondie et sérieuse pour proposer, par exemple, une unité de valeur toute entière sur le Vietnam, la Corée du Nord ou la Tanzanie, voire, restent dans l'impossibilité de faire faire des travaux dirigés sur l'Urss ou Cuba. Pour en terminer avec cette question, nous reconnaissons que les enseignements de l'université et des lycées donnent la même importance à la géographie du sous-développement ou à l'étude de Madagascar, mais est-ce suffisant pour maintenir des liens logiques et naturels ?

Enfin, la véritable place de la géographie universitaire se situe peut-être au niveau des débouchés qu'elle offre, mais, là aussi, la situation n'est-elle pas préoccupante ? Certes,

de tous temps, à Madagascar, une licence de géographie a toujours été très bien considérée, pour preuve ces anciens géographes malgaches qui occupent aujourd'hui des fonctions de gestionnaires, de démographes, de planificateurs, etc. Mais, comme c'est le cas ailleurs, en France par exemple, le débouché principal reste l'enseignement et, au mieux, à moyen terme, les créations de postes de professeurs d'histoire-géographie du second degré seront bien inférieures au niveau des licenciés. Il semble d'ailleurs que les autorités y aient pensé en créant des Ecoles normales supérieures (Ens d'histoire-géographie à Tananarive dès 1980), avec des promotions annuelles de 15 à 20 géographes ; cela revient effectivement à opérer une sélection, puisque les licenciés issus de ces Ens seront automatiquement titularisés. Certes, on pourrait également imaginer des débouchés dans les services du plan ou dans tout autre organisme de développement, mais rien n'est encore acquis ; ce serait pourtant la véritable vocation de la géographie que de contri-

buer au développement de l'espace, problème essentiel d'un pays du Tiers-Monde comme Madagascar.

Bien qu'on ait voulu la faire disparaître et malgré des orientations encore insuffisamment précises, la géographie demeure aujourd'hui une matière universitaire fondamentale qui ne semble plus contestée. Après s'être beaucoup trop consacrée au milieu naturel, la géographie universitaire malgache, sans toutefois en refuser l'analyse, a trouvé sa véritable voie dans l'étude économique et surtout régionale, science de synthèse essentiellement géographique et outil pour le développement du pays. Mais le trop grand nombre d'étudiants, remettant à la fois en cause les conditions d'étude et les débouchés, permettra-t-il à la géographie de jouer le rôle qui doit être le sien à l'université et dans le pays tout entier ?

Jean-Michel HOERNER
Assistant au Centre Universitaire
régional de Tulear

Projet de programme succinct du département de géographie du Centre Universitaire Régional de Tulear pour 1981.

Première année :

- Géographie générale physique (3 h).
- Géographie générale humaine et économique (3 h).
- Géographie générale : option géographes (3 h).

Deuxième année :

- Géographie générale tropicale (4 h : géographie physique et étude du sous-développement).
- Géographie régionale de Madagascar (3 h).
- Géographie régionale (3 h 30 : Etats-Unis, Afrique, etc.).
- Géographie des échanges (1 h).

Troisième année (licence) :

- Géographie de Madagascar (4 h).
- Géographie économique (3 h).
- Initiation aux méthodes de recherche (2 h).
- Géographie spécialisée (4 h 30 : système d'érosion, problèmes de désertification, géographie urbaine, etc.).

Maîtrise :

- Géographie de Madagascar (1 h).
- Géographie générale tropicale (1 h).

(2) Dans l'enseignement secondaire malgache actuel, l'histoire-géographie a sans doute plus d'importance qu'elle n'en a dans le système français. En terminale, par exemple, c'est une matière fondamentale au même titre que la philosophie.